

**LES CAHIERS DE LA MÉDITERRANÉE**

n° 46-47 - juin-décembre 1993

*Bourgeoisies et notables en Méditerranée (XVIIIème-XXème siècles)*

La parution, dans le précédent numéro des *Cahiers de la Méditerranée*, des actes de deux colloques organisés, en mai 90 et en mai 91 par le Centre de la Méditerranée moderne et Contemporaine, avait porté à notre connaissance l'état d'un savoir en cours d'élaboration sur le thème des hiérarchies sociales dans le Monde arabe. L'accent était mis sur les dimensions sociale et culturelle, plutôt qu'économique, des catégories de la bourgeoisie et de la notabilité aux XIXème et XXème siècles.

La réflexion engagée lors de ces rencontres se poursuit ici avec la publication des actes d'un troisième colloque centré sur la Méditerranée aux XVIIIème, XIXème et XXème siècles. Les différentes contributions s'ordonnent en fonction d'une problématique large construite à partir de questionnements sur les conditions d'émergence et de reproduction des élites rurales et urbaines, sur les espaces sociaux localisés pour l'essentiel sur les rives nord et sud de la Méditerranée occidentale ainsi que sur les situations de transition économique et politique - telles que la transition d'une société à division juridique en ordres vers une société divisée en classes, le passage de la notabilité rurale à la notabilité citadine ou encore les transformations des règles et du cadre géopolitique des échanges économiques.

La grande variété des terrains d'études, des sources historiographiques et des modes d'approches, qui toutefois privilégient nettement la composante économique constitutive des positions dominantes, permet en fin de compte une lecture comparative qui encourage une définition et un usage nuancés et contextualisés du concept de notable.

- ▲ LES CAHIERS DE LA MÉDITERRANÉE - Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine - U.F.R. Arts, Lettres et Sciences humaines - B.P. 204 - 06209 Nice-Cedex 3

**LES CAHIERS DE TUNISIE**, Tome XLV, n°159/160 - 1er, 2ème trimestre 1992.

Dans le souci de l'interdisciplinarité, les *Cahiers de Tunisie* accueillent de nouvelles contributions originales et diversifiées, alliant des problématiques d'ordres historique (Y. EL GHOU), philosophique (A. CHERNI et R. CHENNOUFI), religieux et sociologique (M. REGAYA).

L'étude de Abdelhamid HENIA, relevant d'une analyse socio-religieuse, démontre comment la manipulation de la mémoire lignagère permet une constante adaptation répondant au besoin de légitimation et de justification du droit à la gestion du capital symbolique et matériel d'une *zaouïa*.

Dans son analyse fondée sur un cas concret, la manipulation génère une mémoire lignagère bicéphale qui se concrétise dans l'utilisation simultanée de deux noms. Si le premier est utilisé dans un cadre local et plutôt pour un usage oral, le second est utilisé dans un cadre beaucoup plus vaste et officiel et dans le domaine de l'écrit.

Dans un autre registre, F. BEN SLIMANE aborde certains aspects de la ville islamique en s'appuyant sur un ouvrage du *fiqh* écrit par Ibn Ar-Rami, un expert maçon tunisois du milieu du XIVème siècle au service du grand Cadi de Tunis. Ce traité, faisant état d'exemples concrets de litiges entre voisins, fournit une image vivante des problèmes d'urbanisme relevant de la compétence des autorités urbaines de l'époque. Il ressort, enfin, que la ville occupe une place importante dans ce traité qui associe les théories des *fuqaha* aux techniques de constructions d'un temps et permet, par là même, de mieux appréhender les aspects juridique, social et urbanistique de la ville arabe et islamique à l'époque médiévale.

- ▲ FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES DE TUNIS-Bd. du 9 avril-1938 - 1007 Tunis .

**FINANCES ET DÉVELOPPEMENT AU MAGHREB**  
N° 13 - 1994

Le développement des "zones franches" est souvent recherché comme un outil de captation de l'investissement étranger et un atout pour attirer les entreprises à la recherche d'une délocalisation. Ce développement s'est par ailleurs traduit par une explosion des formes que couvre le concept même, allant de celle, classique, de "port franc" aux dernières formes de zones franches tertiaires : bancaires, d'assurances ou fiscales.(Document I.F.I.D)

Le développement des activités économiques et l'ouverture sur le marché international engendre une augmentation du risque encouru par les entreprises lors de leurs transactions. Ainsi le progrès dans les exportations a-t-il poussé les pays de l'Union du Maghreb Arabe à mettre en place un système de "couverture des risques du commerce international" qui devrait leur permettre de relever le défi de l'intégration internationale (R.F. BENBOUZID et A. AMROUCHE).

Par ailleurs, le processus de libéralisation va avoir des incidences sur la probabilité de défaillance des entreprises locales et de non-recouvrement de leur créances par les banques. Face à ce "risque crédit" M. HELAL passe en revue les différents modèles d'évaluation de *défaillance des entreprises* afin d'outiller les banques de moyens de gestion prévisionnelle de leurs encours.

Cette livraison de l'I.F.I.D contient d'autre contributions portant notamment sur les résultats des *Programmes d'Ajustements Structurel dans les pays de l'Afrique subsaharienne* (S.M. NSOULLI) et sur "la fiscalité internationale instrument de l'expansion des entreprises en économie de marché" (M.C. AINOUCHE)

- ▲ INSTITUT DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU MAGHREB ARABE - I.F.I.D.- 8, Avenue Tahar Ben Ammar - El Manar II - 2092 Tunis

**LE DEBAT**  
n°79 - mars-avril  
1994

Deux "débats", parmi les nombreuses sollicitations d'un sommaire des plus denses, retiendront particulièrement l'attention. Centrés sur la relation entre sociologie et histoire et sur la question de la scientificité de ces disciplines, ils renvoient, en effet, aux interrogations fondatrices des sciences sociales et historiques et, partant, aux conditions de possibilité de celles-ci.

Référence incontournable en la matière, l'ouvrage de J.Cl. PASSERON, *Le Raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel* (Nathan, 1992), balise en la circonstance l'un de ces terrains de discussion. Sous le titre "Le territoire du sociologue" et au fil de contributions de J.B. GRIZE, J. LAUTMAN, J. REVEL et P. VEYNE et d'une réponse de J.Cl. PASSERON, sont passés au crible l'ensemble des propositions et des questionnements qui figurent au coeur de l'ouvrage et qui, schématiquement, s'ordonnent suivant deux grands axes : les sciences sociales sont qualifiables d'historiques (i.e. dont les assertions ne peuvent être dissociées de leur contexte) par opposition aux sciences nomologiques ; elles sont néanmoins aptes à produire des "effets d'intelligibilité" et, partant, à prétendre au statut de sciences au même titre que les autres sciences empiriques.

D'autres publications récentes, dont notamment *La Tribu des clercs, les intellectuels sous la V<sup>e</sup> République* (R. RIEFFEL, Calmann-Lévy, 1993) et *Face au scepticisme* (O. MONGIN, La Découverte, 1994), sont l'occasion d'un autre forum, avec, entre autres, des textes de C. CHARLE, F. DOSSE, Ch. PROCHASSON et J.F. SIRENELLI. Ceux-ci, allant bien au-delà des limites d'un intitulé général par trop situé ("La V<sup>e</sup> République des Clercs"), ont le mérite d'aborder les problèmes théoriques et méthodologiques inhérents à toute tentative d'histoire intellectuelle, fût-elle prétendument cantonnée dans une "sociologie" des intellectuels.

▲ Editions Gallimard- 5, rue Sébastien-Bottin- 75328 Paris Cedex 07

**EGYPTE / MONDE ARABE**  
n° 17 - 1er trimestre  
94

Deuxième volet d'un ensemble consacré au Soudan contemporain (voir *Egypte / Monde Arabe* n° 15-16), le dossier coordonné par F. IRETON s'attache à fournir une série d'éléments pour approfondir la connaissance d'un pays dont l'histoire contemporaine, pour tragique qu'elle soit, n'en nécessite pas moins une analyse dégagée des généralités catastrophistes hâtives.

L'étude démographique présentée, en premier lieu, se veut un essai de mise en cohérence des données fournies depuis 1956 par les recensements décennaux — dont la fiabilité, en particulier pour celui de 1993, a été sérieusement compromise par les conflits internes — avec les chiffres au caractère parfois artificiel des organisations internationales. Un cadre historique et politique général est également tracé par un rappel détaillé des divers épisodes des relations Nord-Sud depuis 1983, date de la réapparition d'un mouvement de contestation armé (C. DELMET). La lutte menée par le Sud contre les pouvoirs centraux successifs a puisé de nouveaux arguments dans l'islamisation partielle du droit décrétée par le régime de Nimeyri (1983-85), mais semble également avoir laissé échapper des occasions de paix, en particulier pendant le gouvernement civil de Sadiq Al-Mahdi (1986-89). Ce dossier est complété par des approches plus sectorielles: enseignement (M. AHMED), agriculture (M. PREVEL) et élevage (I. DALMAU); aspects juridiques (H. BLEUCHOT) et linguistiques (D. MORIN).

La rubrique *Traduire* est largement consacrée à un extrait du deuxième tome de l'*Annuaire de l'Umma*, publication émanant de milieux proches des Frères musulmans, qui constitue, depuis l'an dernier, un pendant au célèbre *Rapport stratégique arabe* édité chaque année par le Centre d'études stratégiques du journal *Al-Ahram*. Il s'agit là d'une lecture et d'un regard islamistes posé sur le monde, sur la société égyptienne, et, dans le cas présent, sur la politique sécuritaire de l'Etat égyptien.

Enfin, ce numéro offre une chronologie détaillée du dernier trimestre 1993 à travers les chroniques politique, économique, culturelle et l'actualité de l'édition égyptienne.

▲ Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale - P.O. Box 494 - 14 rue Gama'iyyet el Nisr - Mohandessin - Le Caire - Egypte

**ESPACE RURAL**  
Décembre 1993, n° 32

L'effort de développement entrepris depuis trois décennies par l'Algérie semble avoir modifié profondément l'espace rural et urbain. L'analyse des espaces ruraux algériens fait ressortir plusieurs niveaux d'organisation et de restructuration et met en évidence le développement inégal. *Espace Rural*, sous la conduite de H. BOUKERZAZA et de S-E. CHERRAD, s'interroge sur les causes des déséquilibres spatiaux à partir de l'analyse du milieu naturel, de la démographie, des activités économiques et des équipements.

Aussi bien l'Algérie du nord-est, thème central, que le reste du pays ont bénéficié des retombées d'un développement sélectif qui a privilégié le littoral et la plaine au détriment de l'intérieur et de la montagne et au bénéfice du secteur industriel. Celui-ci a consacré une dichotomie qui remonte à la période coloniale : espace "utile" (privilegié) / espace "inutile" (délaisse).

Cependant, les structures des campagnes ne s'articulent plus autour de la relation mondes moderne/traditionnel. Elles subissent également l'influence d'impulsions engendrées par le développement urbain et industriel : 150 villes dénombrees au recensement de 1987 dont 17 sont chefs-lieux de *wilaya*. Il s'agit d'un maillage urbain qui s'est densifié depuis 1954, bien que 80% de ces cités recensées comme ville n'abritent que 2000 habitants. Les facteurs historiques et démographiques qui expliquent cette croissance urbaine sont liés aux déplacements forcés des populations causés par la guerre et à l'exode rural aux lendemains de l'indépendance. En outre, les actions de développement et de réorganisation de l'espace ont promu délibérément plusieurs agglomérations à la fonction de commandement administratif ou économique. Au sein de l'armature urbaine de cette région, Constantine, capitale régionale (440 842 habitants), est relayée par Annaba, Sétif et Batna. La répartition volontariste et égalitaire des entreprises semble désormais impossible au regard de la crise économique actuelle.

▲ ESPACE RURAL- Laboratoire de Géographie rurale de l'Université Paul Valéry - Montpellier

**IBLA**  
n° 173 - 1/1994

Littérature et histoire du monde arabe sont les deux grands domaines d'intérêt des recherches publiées dans la dernière livraison de l'Institut des Belles Lettres Arabes de Tunis, qui comporte également une partie documentaire distribuée en chroniques, recensions, compte rendus et références tunisiennes.

Auteur d'un *in Memoriam*, à la mémoire de J. DEJEUX, grand spécialiste de la littérature maghrébine, décédé en octobre 1993, R. BOUKHRIS analyse le rapport des graphèmes français et de la culture arabe chez Tahar BEN JELLOUN dont l'oeuvre est une expression subjective et critique de la culture maternelle. S. NATIJ examine l'hypothèse naturaliste zolienne dans l'oeuvre de Naguib MAHFOUZ pour cerner tout à la fois cette influence naturalo-réaliste et la spécificité de la démarche de l'écrivain égyptien.

Dans la partie historique, L. MIZOURI évoque la naissance de la franc-maçonnerie au travers de la fondation des loges et du Grand Orient de Tunis.

A. HAMROUNI montre comment trois poèmes d'Ibrahim AL-RIYAH I éclairent sa relation avec sa ville natale Testour et sa conception du culte des saints dont la prégnance locale était grande.

N. HINTATI étudie une tentative d'introduction du rite hanbalite en Ifriqiya, au III<sup>e</sup> siècle de l'Hégire (IX<sup>e</sup> siècle ap. J.C.) et son échec, en raison de l'absence d'un milieu ambiant favorable.

F. BEN SLIMANE montre, pour la même époque, l'importance du rôle social des *Fuqaha*, dont les positions politiques ont oscillé entre la neutralité et l'opposition, avec la naissance de l'école sahnounienne qui a imposé, contre les chiïtes, le rite malikite en Ifriqiya.

Les deux autres contributions éditoriales s'intéressent aux tendances philosophiques dans le Monde arabe (I.M. ABU RABI) et aux origines du succès du jeu d'échecs (K. GANA).

▲ IBLA - 12, rue Jama' al-Haoua - 1008 Tunis BM

**NAQD**  
Revue d'études et de  
critique sociale  
n° 6 - mars 1994

*Pathologies, souffrances, mouvements sociaux*

Est-il possible de rendre compte de l'existence et de la nature d'un lien entre psychopathologie individuelle et psychopathologie sociale? Peut-on dégager une lecture de la société en crise à partir d'une réflexion sur la souffrance du sujet et sur les tendances pathogènes individuelles? Tel est le thème dominant de ce numéro bilingue auquel ont collaboré sociologues, politologues, juristes, psychiatres, psychanalystes et psychologues.

Alors que A. BENOUNICHE condamne l'absence de toute considération sur la société de la part des psychiatres algériens, H. CHAFAI-SALHI met en garde contre les éventuelles dérives d'une approche psychopathologique des phénomènes sociaux. Cet auteur engage toutefois la réflexion sur la violence collective, sur le désarroi de la jeunesse et sur les entraves à la communication, à savoir la répression des langues populaires et des cultures régionales qui suscite sentiments de culpabilité, défauts d'identification et dépréciation de soi.

D'autres textes prolongent ces interrogations sur les formes de la souffrance individuelle et sur ses manifestations collectives. L. BENHABIB traite de l'hystérisation de la souffrance psychique, D. SAMAI-HADDADI du passage de la régression psychotomatique à la régression sociale et N. BABA livre le témoignage d'un adolescent victime de l'occultation du fait psychique dans le système algérien.

Centrés sur les difficultés de la jeunesse, les textes de M. VERGES et de F. KHOSROKHAVAR analysent les rapports entre montée de l'islamisme et sentiments de désidentification en Algérie et en Iran. Enfin, cadrant ce questionnement socio-psychologique, les articles du défunt S. CHIKHI, d'E. H. CHALABI et d'A. DJABI explorent le contexte socio-politique actuel en Algérie et dénoncent le développement de "champ(s) de la marginalité".

▲ NAQD - BP 12 - Garidi - 16052 Kouba - Algérie

**MIGRATIONS -  
SOCIETE**  
Vol. 6, n° 31  
Janvier - février 1994

La revue examine les modalités de traitement de la question de l'immigration et de la "deuxième génération" par les législateurs, les politiques et les médias.

Dix ans après la marche d'une quarantaine de jeunes issus de l'immigration, pour réclamer l'égalité sociale, on assiste à la précarisation du droit des étrangers : une douzaine de lois ont été promulguées pour réglementer leur entrée et leur séjour. Chaque alternance politique se traduit par des décisions juridiques au sein desquelles la politique migratoire est manifeste (C. BRUSCHI).

Face à la nouvelle loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France, une recherche a été effectuée sur le statut juridique des jeunes étrangers d'après un corpus de 332 dossiers déposés auprès de la préfecture de police de Paris. Cette législation pourrait entraver leur intégration (E. RUDE-ANTOINE).

*Sans frontière* est un organe de presse fondé par des migrants pour témoigner de la vie quotidienne et des luttes de l'immigration, alors que la législation sur la presse admet toujours l'éventualité d'une saisie des publications éditées et mises en vente par les étrangers (C. POLAC).

L'analyse du thème de l'immigration dans le quotidien *Le Monde* durant les trente dernières années indique une évolution parallèle à celle des comportements des Français. A l'attitude relativement engagée des années 1970, en faveur d'une reconnaissance du droit des étrangers, succèdent durant les années 80 des avis variés et contradictoires, qui traduisent une approche plus "froide" et correspondent à une baisse du nombre d'articles sur cette question (Y. GASTAUT).

A. PEROTTI développe deux thèmes qui ont dominé le débat dans la presse durant le dernier trimestre de 1993 en France : la réforme du droit d'asile et les événements relatifs à la montée de l'intégrisme en Algérie. Il relève des "amalgames souvent pervers" dans le lexique produit par les commentateurs de presse qui établissent un lien étroit entre banlieues, délinquance et montée de l'intégrisme.

▲ MIGRATIONS - SOCIÉTÉ - Revue trimestrielle du Centre d'Informations et d'Études sur les Migrations Internationales (CIEMI) - 46, rue de Montreuil - 75 011 Paris.